



## **Le renforcement des capacités nationales, un levier incontournable pour l'efficacité des évaluations environnementales : cas du premier projet d'exploitation pétrolière onshore à Madagascar**

Cedric Lucas RAJOELINA

Cadre en évaluation et suivi environnemental, Office National pour l'Environnement (ONE)  
Madagascar

C2 de Maîtrise (Level D) en Géographie : Environnement et Aménagement du Territoire.

Il occupe depuis 2005 la position de Cadre en Evaluation Environnementale à l'ONE. Riche de ses expériences professionnelles de près de 15 ans en environnement, en développement rural et en approche communautaire, il a évolué dans plusieurs secteurs touchant le secteur extractif, la conservation, le tourisme, l'aquaculture, la lutte anti-acridienne. Il faisait partie des cadres conduisant les travaux d'évaluation du projet pétrolier de Tsimiroro.

En 2007, il a appuyé la Primature en termes de Système d'Information. Il a donné des renforcements de capacités en SIG des 22 régions de Madagascar.

Il a été un conférencier du SIFEE en 2008 à Conakry- Guinée sur le thème : « Exploitation Minière et développement durable en Afrique »

Il a bénéficié plusieurs formations dans des universités de renom International : The University of Western Australia- Curtin University Perth- University Of Witswatersrand Johannesburg- IFP school.

**Résumé :** Le développement des industries extractives figure parmi les axes stratégiques du Plan National de Développement établi par le Gouvernement de Madagascar pour atteindre ses objectifs de croissance économique et de réduction de la pauvreté. Malgré la situation de morosité de ce secteur au niveau international, les activités d'exploration et d'exploitation pétrolière connaissent un essor important durant les dernières décennies à Madagascar. Toutefois, ce secteur doit tenir compte du concept de développement durable pour maximiser leur retombée sur l'économie du pays. La mise en compatibilité des projets d'exploitation pétrolière avec l'environnement constitue donc l'une des conditions sine qua non pour l'atteinte de cet objectif de durabilité. C'est dans cette optique que la société MADAGASCAR OIL qui exploite l'huile lourde dans les Régions de Menabe et de Melaky, fait partie de ces investisseurs qui ont appliqué les réglementations environnementales en vigueur à Madagascar. Ce projet a obtenu son permis environnemental en 2016 délivré par l'ONE après avoir évalué les impacts environnementaux de son projet.

En effet, face à l'envergure de ce projet qui est une grande première dans le pays et également par rapport à ses enjeux socio-environnementaux, force est d'admettre qu'une distorsion importante existe entre les acteurs malgaches et le projet en termes de connaissances de techniques d'exploration, productions pétrolières et des aspects économiques et stratégiques. Pour palier et réduire cet écart, l'ONE a procédé à des séances de renforcements de capacités en termes de législation, de normes et des bonnes pratiques environnementales aux membres du Comité Technique d'Evaluation composé des cellules environnementales des ministères sectoriels concernés par ce projet pétrolier de Tsimiroro pour améliorer la performance de chaque acteur. Elle est une priorité dans la mesure où c'est la base même d'une évaluation efficace d'un dossier d'étude d'impact environnemental.

Ces renforcements de capacités ont été bénéfiques dans la mesure ils ont facilité d'une part la compréhension des enjeux environnementaux et d'autre part, l'amélioration de la pratique des évaluations environnementales. La compréhension des techniques de forage, l'ingénierie des réservoirs, les risques environnementaux, économiques et politiques, les contrats pétroliers, la gestion des eaux souterraines, les transports et le stockage, l'hygiène, la santé et la sécurité sont autant de thèmes qui ont été abordés qui ont permis aux évaluateurs de bien cerner et de vérifier les éléments fournis dans les documents d'Étude d'impact environnemental fournis par le promoteur et d'établir par la suite les prescriptions environnementales les plus adaptées.

Malgré cette démarche, une analyse des succès, échecs et aussi des potentialités et obstacles a été effectuée, ce qui a emmené au constat que des problèmes persistent tels que le jugement des populations et des autorités locales du secteur extractif comme une malédiction, la capacité du public dans l'émission de leurs préoccupations et avis.

Cette communication nous emmène donc à réfléchir et définir ensemble ce que doivent être les nouveaux challenges pour élargir cette approche à un niveau plus élargi c'est-à-dire les sociétés civiles et les élus, en vue d'une réelle croissance partagée et soutenue.